

A portrait of Arnaud Gagne, a man with a beard and mustache, looking upwards and to the right. He is wearing a white shirt and a dark suit jacket. The background is a blurred landscape with green trees and a church spire in the distance under a clear blue sky.

ARNAUD
GAGNE

POUR UNE
FRANCE QUI
GAGNE
2027

*La France
de tous les Français*

PRÉSIDENTIELLE 2027 • ARNAUD GAGNE

LE CONTRAT PRÉSIDENTIEL • 12 ENGAGEMENTS

DOUZE ENGAGEMENTS. PAS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT PROMESSES.

Le programme complet fait 194 mesures. Personne ne peut les retenir, et ce n'est pas le but. Ce document en tire douze engagements. Derrière chacun il y a un problème, une décision, un coût, une date et un indicateur que vous pourrez vérifier. Le programme gouvernemental, en cent pages, montre comment nous allons le faire.

**Protéger ce qui compte.
Libérer ce qui fonctionne.
Réparer ce qui ne fonctionne plus.
Et rendre des comptes sur les résultats.**

La France n'est pas une entreprise. Mais l'argent des Français mérite la même exigence de résultat que celle que l'État demande à chacun. Ce programme coûte 138,7 milliards par an à terme. Nous le disons. Nous disons aussi ce que nous savons financer, et ce qui reste. **Chaque mesure est chiffrée, chaque économie est identifiée, et aucune dépense conditionnelle n'est engagée tant que son financement durable n'est pas constaté.** Je ne promets pas que l'État réussira tout. Je promets qu'on mesurera tout.

- 01** **UNE RÉPUBLIQUE GOUVERNÉE PAR LES FRANÇAIS, AVEC UN PLAN À QUINZE ANS**
- 02** **150 EUROS NET DE PLUS POUR CEUX QUI GAGNENT MOINS DE 1,5 SMIC**
- 03** **TRAVAILLER PAIE TOUJOURS PLUS QUE NE PAS TRAVAILLER**
- 04** **UNE ÉCOLE QUI DONNE LES FONDAMENTAUX ET UN MÉTIER**
- 05** **ÊTRE SOIGNÉ, PARTOUT, DANS DES DÉLAIS NORMAUX**
- 06** **AUCUN ENFANT ABANDONNÉ PAR LA RÉPUBLIQUE**
- 07** **UNE JUSTICE QUI JUGE EN MOIS, PAS EN ANNÉES**
- 08** **PROTÉGER CEUX QUI NE PEUVENT PAS SE DÉFENDRE SEULS**
- 09** **UNE POLICE PLUS PRÉSENTE ET PLUS SÛRE**

UNE RÉPUBLIQUE GOUVERNÉE PAR LES FRANÇAIS, AVEC UN PLAN À QUINZE ANS

LE PROBLÈME

La Ve République a été écrite en 1958 pour un homme. Abstention de 53% aux législatives, 49.3 utilisé 23 fois en 16 mois, 2,2 millions de bulletins blancs qui ne comptent pas.

NOTRE DÉCISION

Une convention constituante rédige la VIe République en 12 mois : proportionnelle avec prime, vote blanc reconnu, référendum d'initiative citoyenne, fin du 49.3, mandat présidentiel unique de 6 ans. Vous votez pour ou contre en année 2. Et un Plan France 2040 : dix objectifs à quinze ans, votés dans le même référendum, placés au-dessus des alternances.

COMBIEN

0,2 Md€/an

QUAND

Convention installée dans les 100 jours, référendum en année 2

QUI DÉCIDE

Parlement (article 89) ; à défaut, référendum article 11

COMMENT ON MESURE

Référendum tenu ; participation aux législatives suivantes

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- 1.1** Convention constituante (parlementaires, citoyens tirés au sort, Conseil d'État) chargée de rédiger la VIe République en 12 mois ; projet déposé selon l'article 89 et soumis aux deux chambres ; en cas de double refus du Sénat, référendum direct sur l'organisation des pouvoirs publics (article 11, précédent de 1962)
- 1.2** Scrutin proportionnel aux législatives, seuil de 5%, prime de 15% des sièges à la liste arrivée en tête
- 1.3** Vote blanc comptabilisé dans les suffrages exprimés. S'il arrive en tête au 1er tour d'une présidentielle, l'élection est annulée et les candidats ne peuvent se représenter
- 1.4** Suppression du 49.3. Le Parlement maîtrise 50% de son ordre du jour
- 1.5** Référendum d'initiative citoyenne : 1 million de signatures vérifiées déclenchent un référendum dans l'année (hors droits fondamentaux)
- 1.9** Mandat présidentiel unique de 6 ans, non renouvelable
- 1.12** Inéligibilité de 10 ans prononcée par le juge, minimum sauf motivation spéciale, pour toute condamnation définitive pour atteinte à la probité, violences ou infraction sexuelle ; casier vierge de ces infractions exigé pour toute candidature
- 2.1** Plan France 2040 : dix objectifs à quinze ans soumis au même référendum que la Constitution, donc placés au-dessus des alternances (énergie 100% décarbonée, industrie à 15% du PIB, R&D à 3%, souveraineté alimentaire, réseau ferroviaire, eau, dépendance, défense, IA, démographie)
- 2.7** Fonds Plan 2040 : 10 Md€ par an d'investissement public dans les dix objectifs, financé par 2 Md€ de cessions immobilières et 8 Md€ d'emprunt dédié, comptabilisé dans le déficit et la dette au sens européen, présenté en tranche d'investissement distincte

150 EUROS NET DE PLUS POUR CEUX QUI GAGNENT MOINS DE 1,5 SMIC

LE PROBLÈME

Un salarié au SMIC perd 22% de son brut avant de toucher sa paie. Le panier alimentaire a augmenté de 21% en trois ans.

NOTRE DÉCISION

Baisse de cotisations salariales jusqu'à 150 € net par mois pour 5 millions de salariés, compensée intégralement à la Sécurité sociale. Frais bancaires plafonnés à 50 € par an. TVA à 5,5% sur l'hygiène et l'énergie domestique.

COMBIEN

13 Md€/an

QUAND

Année 1

QUI DÉCIDE

Loi de financement de la Sécurité sociale

COMMENT ON MESURE

Gain net mensuel médian constaté sur les fiches de paie

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- 3.1 Réduction de cotisations salariales équivalente à 150€ net par mois maximum sous 1,5 SMIC, intégralement compensée aux organismes sociaux par l'État
- 3.2 Plafonnement des frais bancaires à 50€/an (vs ~220€ en moyenne)
- 3.3 TVA à 5,5% sur une liste précise de produits d'hygiène et d'énergie domestique compatibles avec la directive TVA européenne
- 3.4 Indexation automatique et permanente des tranches de l'impôt sur le revenu (aujourd'hui décidée chaque année en loi de finances)

TRAVAILLER PAIE TOUJOURS PLUS QUE NE PAS TRAVAILLER

LE PROBLÈME

500 000 emplois non pourvus, 1,9 million de personnes au RSA avec un conseiller pour 300. Reprendre un job moins payé fait perdre son allocation.

NOTRE DÉCISION

Cumul intégral de l'allocation chômage avec un salaire ou des revenus de création d'entreprise jusqu'à l'ancien salaire. Un conseiller pour 50 au RSA, pour 80 à France Travail. Formation gratuite avec embauche garantie dans les métiers en tension.

COMBIEN

3,5 Md€/an

QUAND

Année 1

QUI DÉCIDE

Décret et loi de finances

COMMENT ON MESURE

Emploi durable à 12 mois des sortants du RSA et du chômage

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- 4.2 Cumul intégral de l'allocation chômage avec des revenus d'activité (salaire ou création d'entreprise) jusqu'au salaire de référence, sans l'abattement actuel de 70 %, pendant 12 mois maximum, l'employeur cotisant sur le différentiel pour éviter la trappe à bas salaires
- 4.3 Accompagnement RSA : un conseiller pour 50 allocataires (300 aujourd'hui), les 15 heures d'activité déjà obligatoires réellement contrôlées
- 4.5 Bourse nationale des métiers en tension : formation gratuite de 3 à 9 mois avec garantie d'embauche signée par l'employeur
- 4.6 France Travail : un conseiller pour 80 demandeurs maximum, objectifs de placement publics par agence
- 4.8 Droit à la semaine de 4 jours à durée égale (35 heures en 4 × 8h45) à la demande du salarié, refus motivé par l'employeur, sur le modèle belge de 2022 ; expérimentation 32 heures limitée à la fonction publique sur volontariat avec mesure de productivité publiée
- 4.10 Code du travail réécrit à 1000 articles : socle d'ordre public national (durée maximale, salaire minimum, santé, discrimination, licenciement abusif), le reste renvoyé aux accords de branche et d'entreprise, deux seuils d'effectif au lieu de cinq, simulateur numérique par situation ; négociation de six mois avec les partenaires sociaux, ordonnances à défaut d'accord

04

UNE ÉCOLE QUI DONNE LES FONDAMENTAUX ET UN MÉTIER

LE PROBLÈME

Un prof débutant gagne 2 100 € net et un sur quatre veut partir. 120 000 jeunes sortent sans diplôme chaque année. La France décroche en mathématiques.

NOTRE DÉCISION

Profs augmentés de 20% en trois ans. 15 élèves maximum en CP, CE1, CE2. 30 heures de code par an. 5 000 € de formation par an pour se reconverter à tout âge. 20 campus métiers avec les entreprises.

COMBIEN

13 Md€/an (8,5 fermes, 4,5 conditionnels)

QUAND

Revalorisation dès la rentrée 2027

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi

COMMENT ON MESURE

Maîtrise du français et des maths en fin de CM1 et de 3e ; démissions d'enseignants

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- 6.1 Revalorisation salariale des 900 000 enseignants : +20 % sur 3 ans
- 6.2 Classes de 15 élèves maximum en CP-CE1-CE2 étendues en priorité aux écoles hors REP à résultats faibles, puis généralisées
- 6.3 30h de code/an obligatoires du CM1 à la 3e
- 6.4 Compte Formation Universel : 5 000€/an pour tout actif en reconversion
- 6.5 Création de 20 campus métiers (formation pro + entreprises sur le même site)

ÊTRE SOIGNÉ, PARTOUT, DANS DES DÉLAIS NORMAUX

LE PROBLÈME

6 millions de Français sans médecin traitant. 61 jours pour un spécialiste. Des lits fermés faute de personnel, des patients sur brancard.

NOTRE DÉCISION

Deux fois plus de médecins formés, trois ans d'exercice en zone sous-dotée après l'internat. Infirmiers et aides-soignants augmentés de 15%, un infirmier pour 8 patients maximum. 15 000 lits rouverts au rythme des recrutements. Pharmaciens et infirmiers autorisés à prescrire pour 30 pathologies courantes. Plus d'épandage de pesticides à moins de 150 mètres des écoles.

COMBIEN

8,5 Md€/an

QUAND

Année 1 pour les salaires et ratios, 10 ans pour les médecins

QUI DÉCIDE

Loi, loi de financement de la Sécurité sociale

COMMENT ON MESURE

Français sans médecin traitant ; délai médian pour un spécialiste ; patients plus de 12h sur brancard

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- 8.1 Suppression du numerus clausus réel (pas juste renommé) : doublement des places en 2e année médecine
- 8.2 Obligation d'exercice de 3 ans en zone sous-dotée post-internat (avec prime de 2 000€/mois)
- 8.4 Revalorisation de 15% des salaires hospitaliers (infirmiers, aides-soignants)
- 8.6 Prescription par les pharmaciens et infirmiers étendue de 2 à 30 pathologies courantes (angine et cystite déjà autorisées depuis 2024 ; otite, conjonctivite, renouvellements, etc.)
- 8.7 Ratio soignants par patient opposable en hospitalisation : un infirmier pour 8 patients en médecine, un pour 2 en réanimation, contrôlé comme en EHPAD
- 8.8 Réouverture de 15 000 lits fermés depuis 2013, en priorité en soins critiques, gériatrie et psychiatrie, au rythme des recrutements (un lit sans équipe n'est pas une capacité de soin)
- 22.7 Zones sans traitement de 150 mètres autour des écoles, crèches, maisons de retraite et habitations (5 à 20 mètres aujourd'hui), compensation des surfaces perdues

06

AUCUN ENFANT ABANDONNÉ PAR LA RÉPUBLIQUE

LE PROBLÈME

350 000 enfants suivis par l'ASE, 101 départements et 101 pratiques. Un quart sortent à 18 ans sans rien. 160 000 enfants victimes de violences sexuelles par an. 75% de ceux qui ont besoin d'un pédopsychiatre n'y ont pas accès.

NOTRE DÉCISION

L'État reprend le pilotage de l'ASE avec des standards nationaux. Accompagnement jusqu'à 25 ans. Tribunal spécialisé pédocriminalité dans chaque cour d'appel. 10 000 places d'accueil, fin des enfants à l'hôtel. Pédopsychiatres doublés. Pas de réseaux sociaux avant 15 ans.

COMBIEN

6 Md€/an

QUAND

Loi en année 1

QUI DÉCIDE

Loi, loi de finances ; DSA pour les réseaux sociaux

COMMENT ON MESURE

Jeunes sortant de l'ASE sans logement ni formation ; délai premier rendez-vous pédopsychiatrie

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|-------|---|
| 13.1 | Recentralisation partielle de l'ASE : standards nationaux obligatoires, contrôle d'État, financement garanti par l'État |
| 13.2 | Contrat jeune majeur prolongé jusqu'à 25 ans (vs arrêt brutal à 18-21 ans) : logement, formation, accompagnement |
| 13.3 | Tribunal spécialisé pédocriminalité dans chaque cour d'appel : magistrats formés, délais de jugement < 12 mois |
| 13.5 | 10 000 places d'accueil supplémentaires (familles + petites unités, fin des hôtels et foyers surpeuplés) |
| 13.9 | Vérification d'âge et interdiction réelle sous 15 ans, dans le cadre du DSA et de la solution européenne de vérification d'âge, sanctions contre les plateformes défaillantes |
| 13.10 | Pédopsychiatrie : plan d'urgence, doublement des postes, délai max de 4 semaines pour un premier RDV |

UNE JUSTICE QUI JUGE EN MOIS, PAS EN ANNÉES

LE PROBLÈME

16 mois pour un jugement correctionnel, 30 mois aux prud'hommes. 36% des peines de moins d'un an jamais exécutées. 89 500 détenus pour 62 000 places. 23e sur 27 en Europe pour le budget de la justice.

NOTRE DÉCISION

Budget doublé en cinq ans, de 12 à 24 Md€. 3 000 magistrats et 5 000 greffiers de plus que ce qui est déjà prévu. 20 000 places de prison. Chaîne pénale numérisée. Peines plancher pour les récidivistes violents. Prud'hommes en six mois. Tribunaux spécialisés violences intrafamiliales.

COMBIEN

12 Md€/an à terme

QUAND

+2,4 Md€ chaque année dès 2027

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi

COMMENT ON MESURE

Délai médian de jugement ; taux d'exécution des peines

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|------|--|
| 15.1 | Budget de la justice doublé : de 12 à 24 Md€ par an en 2032, en plus de la loi de programmation 2023-2027 déjà votée |
| 15.2 | Recrutement de 3 000 magistrats et 5 000 greffiers, en plus des 1 500 magistrats et 1 800 greffiers déjà programmés par la LOPJ 2023-2027 |
| 15.3 | 20 000 places de prison supplémentaires, dont 8 000 livrées dans le quinquennat et 12 000 engagées (six ans par établissement en moyenne), coût de fonctionnement inclus |
| 15.4 | Numérisation complète de la chaîne pénale : de la plainte au jugement |
| 15.5 | Peines plancher pour les récidivistes de violences aux personnes, sauf décision spécialement motivée du juge |
| 15.6 | Réforme des prud'hommes : jugement en 6 mois max, échevinage professionnel obligatoire |
| 15.8 | Tribunaux spécialisés violences intrafamiliales dans chaque département |

PROTÉGER CEUX QUI NE PEUVENT PAS SE DÉFENDRE SEULS

LE PROBLÈME

Une femme tuée tous les trois jours par son conjoint. 12 millions de personnes handicapées, une gare sur trois inaccessible, 130 000 AESH précaires. 1,5 million de personnes dépendantes, 6 soignants pour 10 résidents en EHPAD.

NOTRE DÉCISION

Loi grand âge en année 1, financée par une deuxième journée de solidarité. 8 soignants pour 10 résidents. Aide à domicile à 1 800 € net. AESH fonctionnaires à 1 800 €. AAH à 1 200 €. Accessibilité totale en 2032. 10 000 places d'hébergement pour les femmes victimes, protection en six jours, bracelet dès la première condamnation.

COMBIEN

12,4 Md€/an (grand âge 6, handicap 4,5, femmes 1,9)

QUAND

Année 1

QUI DÉCIDE

Loi, LFSS, loi de finances

COMMENT ON MESURE

Féminicides ; ratio soignants en EHPAD ; délai MDPH

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

10.1	Loi grand âge votée en année 1, cinquième branche financée par une deuxième journée de solidarité
10.2	Ratio EHPAD : 8 soignants pour 10 résidents, obligatoire et contrôlé
10.3	Aide à domicile : 1 800€ net, temps de trajet payé, formation certifiante
11.1	AESH : statut de fonctionnaire, temps plein, 1 800€ net, formation obligatoire
11.2	Accessibilité 2032 : tous les établissements recevant du public et tous les transports, amendes journalières pour les retardataires
11.5	AAH portée de 1 033 € à 1 200 € net pour 1,4 million d'allocataires, montant estimé avant microsimulation CAF
12.1	Violences faites aux femmes : 10 000 places d'hébergement, ordonnance de protection délivrée en 6 jours, bracelet anti-rapprochement systématique dès la première condamnation, brigades spécialisées dans chaque département

UNE POLICE PLUS PRÉSENTE ET PLUS SÛRE

LE PROBLÈME

Les policiers passent 40 % de leur temps en paperasse. 35 minutes d'intervention en zone rurale. La confiance entre police et population s'érode des deux côtés.

NOTRE DÉCISION

10 000 policiers redéployés sur le terrain. Salaires +10%. Cybersécurité doublée. Réponse pénale immédiate pour les violences contre policiers et soignants. Et en face : caméras-piétons activées sur chaque intervention, police des polices indépendante du ministère, formation de 12 mois avec désescalade.

COMBIEN

2,8 Md€/an

QUAND

Année 1

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi, décret

COMMENT ON MESURE

Délai d'intervention ; taux d'élucidation ; plaintes contre les forces de l'ordre traitées en moins de 6 mois

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|------|--|
| 14.1 | 10 000 policiers et gendarmes redéployés du back-office vers le terrain grâce à la numérisation des procédures |
| 14.2 | Traitement prioritaire des violences contre les forces de l'ordre et les soignants : comparution immédiate dès que les conditions du code de procédure pénale sont réunies |
| 14.5 | Doublement des effectifs de cybersécurité (police + gendarmerie) |
| 14.6 | Revalorisation de 10 % des salaires des forces de l'ordre |
| 14.7 | Caméras-piétons obligatoires et activées sur toute intervention, enregistrements conservés 6 mois et accessibles au plaignant et à son avocat |
| 14.8 | IGPN et IGGN rattachées au Défenseur des droits, enquêteurs indépendants du ministère de l'Intérieur, décisions publiées |
| 14.9 | Formation initiale des policiers portée de 8 à 12 mois avec module obligatoire de désescalade et de droits fondamentaux |

UNE DÉFENSE AU NIVEAU DE LA MENACE

LE PROBLÈME

La loi de programmation 2026 porte l'effort à 2,5% du PIB en 2030. Mais les stocks de munitions couvrent quelques jours, la défense sol-air est incomplète, et 10 000 jeunes par an passent par le service national sur une classe d'âge de 750 000.

NOTRE DÉCISION

Ce qui est voté est payé, sans gel. Au-delà : 2,75% du PIB en 2032 pour les munitions, la défense anti-drones et le spatial, 3% si le déficit le permet. Journée d'évaluation obligatoire à 18 ans, service volontaire porté à 50 000 par an avec de vrais avantages. Cadre légal de la conscription rétabli, réactivable en cas de menace.

COMBIEN

13 Md€/an (5 fermes, 5 conditionnels, 3 service national)

QUAND

Années 1 à 5

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi de programmation

COMMENT ON MESURE

Effort de défense en % du PIB ; jours de stocks de munitions ; volontaires par an

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|------|---|
| 17.1 | LPM 2024-2030 actualisée sanctuarisée : trajectoire 2,5% en 2030 exécutée sans gel, report ni réserve de précaution |
| 17.2 | Au-delà de la LPM : effort de défense porté à 2,75% du PIB en 2032, priorités munitions, défense sol-air et anti-drones, spatial, drones |
| 17.3 | Étape conditionnelle : 3% du PIB en 2032 si le déficit est sous 3% (engagement OTAN 2035 : 5% dont 3,5% de défense et 1,5% de résilience) |
| 17.4 | Service national, modèle allemand et scandinave : journée d'évaluation obligatoire pour tous à 18 ans (santé, illettrisme, aptitude, information réserve), service volontaire porté de 10 000 à 50 000 par an avec incitations (trimestres de retraite, priorité CROUS, permis financé, bonification aux concours publics), soit 60 000 € par volontaire tout compris (solde, hébergement, encadrement, équipement) |
| 17.5 | Cadre légal de la conscription sélective rétabli et réactivable par décret en cas de menace avérée, sans application en temps de paix |
| 17.6 | Munitions : stocks pour 90 jours de haute intensité, production de poudres et d'obus relocalisée |

ENTREPRENDRE EN FRANCE SANS ÊTRE TRAITÉ EN SUSPECT

LE PROBLÈME

4,3 millions de PME passent 142 jours par an sur des tâches administratives. Charges patronales à 45% du brut contre 19% en Allemagne. Une entreprise sur quatre meurt de retards de paiement.

NOTRE DÉCISION

IS à 20% pour les PME. Formalités traitées en 24 heures, silence vaut accord. 100 obligations déclaratives supprimées. 10 000 € pour la première embauche. Factures payées sous 30 jours ou amende automatique. Guichet unique export.

COMBIEN

6,5 Md€/an (2,5 fermes, 4 conditionnels)

QUAND

Formalités et délais de paiement dans les 100 jours, IS en année 2

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi, décret

COMMENT ON MESURE

Délai moyen des formalités ; délais de paiement moyens ; emplois nets créés dans les PME

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|-----|---|
| 5.1 | Flat tax entreprise à 20 % pour les bénéfices < 500K€ (vs 25% actuellement) |
| 5.2 | Garantie de traitement en 24 heures des formalités standard sur le guichet unique existant, silence vaut accord au-delà |
| 5.3 | Liste de 100 obligations déclaratives supprimées ou fusionnées pour les entreprises de moins de 50 salariés, publiée en année 1 avec le temps administratif économisé |
| 5.4 | Crédit d'impôt embauche premier salarié : 10 000€, versé après 12 mois de maintien en emploi, réservé aux entreprises sans salarié depuis 2 ans |
| 5.6 | Délai de paiement max inter-entreprises : 30 jours (vs 60 actuels), amende automatique |

RENDRE DES COMPTES SUR L'ARGENT PUBLIC

LE PROBLÈME

Déficit à 5,1% du PIB, dette à 117,5%, 1 200 agences, 30 Md€ de subventions jamais évaluées, six échelons administratifs. La France est en procédure européenne de déficit excessif.

NOTRE DÉCISION

Le programme coûte 136 Md€ à terme, Fonds Plan 2040 compris. Nous le disons. 39 Md€ de financement documenté ligne par ligne, quatre scénarios publiés, et aucune dépense conditionnelle engagée tant que son financement durable n'est pas constaté. Fusion intercommunalité-département, un tiers des agences fusionnées, subventions supprimées si non évaluées, niches fiscales nommées. Audit indépendant de chaque ministère, résultats publics. Douze indicateurs nationaux publiés chaque trimestre.

COMBIEN

Économies : 14,4 Md€ certaines, 24,9 Md€ retenues sur 41,5 brut

QUAND

Audit dans les 100 jours, fusions à partir de l'année 2

QUI DÉCIDE

Loi de finances, loi

COMMENT ON MESURE

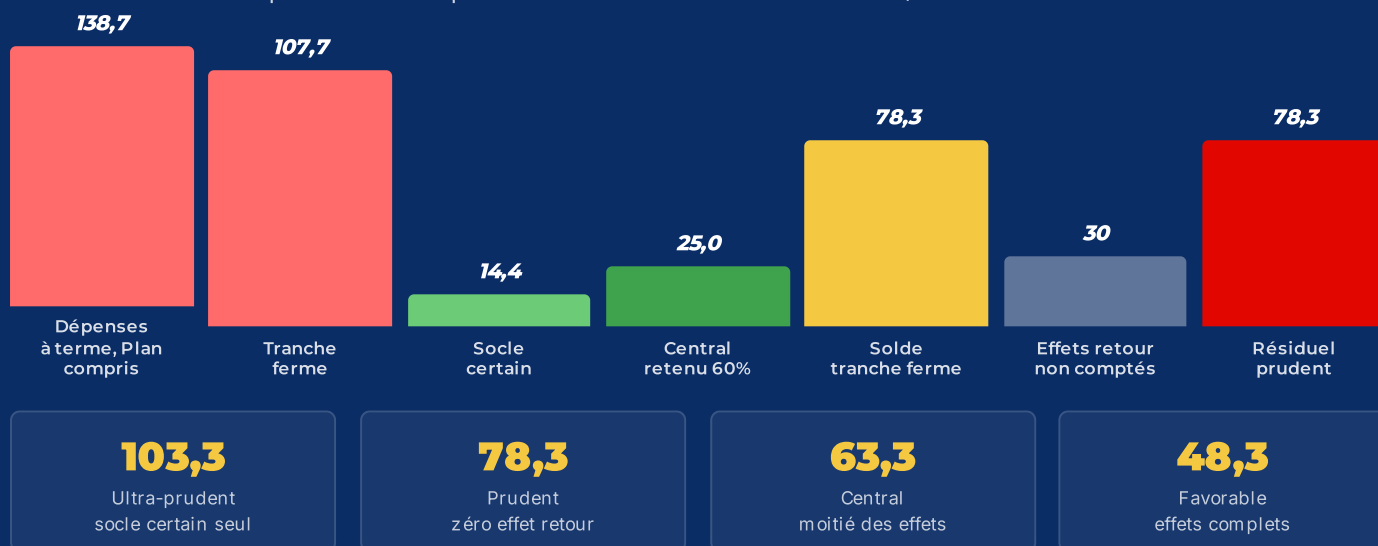
Déficit et dette constatés vs trajectoire ; économies réalisées vs annoncées, ligne par ligne

LES MESURES DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

- | | |
|------|--|
| 26.1 | Fusion intercommunalité-département en une seule collectivité, transfert des agents et des compétences par la loi (art. 72), dotations qui suivent les compétences |
| 26.2 | Non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois dans l'administration centrale et les opérateurs (hors santé, éducation, sécurité, justice) |
| 26.4 | Audit indépendant de chaque ministère avec publication des résultats |
| 26.5 | Fusion ou suppression d'un tiers des 434 opérateurs de l'État, liste nominative publiée en année 1, coûts de fermeture provisionnés |
| 26.7 | Revue générale des 30 Md€ de subventions de l'État : suppression de toute subvention sans évaluation d'impact publiée dans les 24 mois |
| 1.11 | Transparence totale : agenda, dépenses, votes et rencontres de chaque élu et ministre en open data temps réel |

CE QUE NOUS DÉPENSONS, CE QUE NOUS ÉCONOMISONS, CE QUE NOUS REFUSONS DE FINANCER PAR LA DETTE

Règle n°1 : chaque mesure est chiffrée, chaque économie est identifiée, et aucune dépense conditionnelle n'est engagée tant que son financement durable n'est pas constaté. Ce programme coûte 138,7 milliards par an à régime de croisière, Fonds Plan 2040 compris (10 Md€ d'investissement comptés dans le déficit au sens européen). Le Fonds Plan 2040 (10 Md€/an) est compté dans le déficit au sens européen. Voici les dépenses, le financement documenté et l'écart qui reste selon quatre scénarios. Écart résiduel en Md€/an en 2032.



Quatre règles. Les effets retour n'autorisent aucune dépense permanente. Chaque mesure conditionnelle (21,0 Md€) a son propre seuil de déclenchement constaté par le Haut Conseil des finances publiques. Chaque économie du scénario central a un nom, un responsable et une date : à défaut, la dépense correspondante est gelée. **Plan B européen : si le calendrier 2029 n'est pas renégocié, les dépenses non engagées basculent automatiquement dans la tranche conditionnelle.** Les recettes ponctuelles (1,6 Md€ d'amendes et sanctions) vont au déficit, jamais à une dépense permanente.

PONT BUDGÉTAIRE 2027-2033 · DÉFICIT EN % DU PIB · TROIS COURBES

ANNÉE	A · PROGRAMME TEL QUEL	B · +26 MD€ D'ÉCONOMIES, MONTÉE EN CHARGE ÉTALÉE	C · B + TRANCHE FERME À 70 MD€
2027	5,0%	5,0%	5,0%
2028	5,6%	5,1%	4,8%
2029	5,4%	4,7%	4,2%
2030	5,3%	4,2%	3,7%
2031	5,5%	4,1%	3,3%
2032	6,0%	3,7%	2,7%
2033	5,7%	3,7%	2,6%

Lecture honnête : tel quel, le programme ne fait pas baisser le déficit (A). Avec 26 Md€ d'économies supplémentaires listées dans l'annexe et une montée en charge sur six ans, il passe à 3,7% en 2032 (B). Sous 3% (C) exige de ramener la tranche ferme à 70 Md€ par des arbitrages publiés avant l'élection, ou d'indexer les pensions supérieures à 2 000 € sous l'inflation. Le calendrier européen 2029 n'est tenable dans aucune courbe : nous demanderons 2031 en échange de cette transparence.

DIX DÉCISIONS, PAS CENT

Ce qui peut être décidé par décret ou lancé immédiatement, sans attendre une loi. Le reste suit le calendrier parlementaire.

1. Audit indépendant des finances publiques et de chaque ministère, résultats publics
2. Convention constituante installée
3. Agenda, dépenses et votes de chaque élu et ministre en open data
4. Formalités d'entreprise en 24 heures, factures payées sous 30 jours
5. Cumul intégral chômage et revenus d'activité (décret)
6. Semaine de 4 jours à durée égale ouverte à la demande du salarié
7. Caméras-piétons activées sur toute intervention
8. Zones sans pesticides à 150 mètres des écoles et habitations (décret)
9. Protocole national harcèlement scolaire, responsabilité du chef d'établissement
10. Cadre légal de la conscription sélective déposé au Parlement

DÉCIDÉ PAR LA FRANCE

Ce que le gouvernement fait seul, par décret. 15 mesures du programme.

À VOTER AU PARLEMENT

Ce qui exige une loi. 170 mesures, dont 8 constitutionnelles.

À NÉGOCIER EN EUROPE

Ce qui dépend de Bruxelles ou d'accords internationaux. 9 mesures. Nous ne promettons pas le résultat, nous promettons le mandat de négociation.

CONDITIONNEL

21,0 Md€ de mesures qui ne s'engagent que si le déficit passe sous 3%. Chacune a son seuil.

DOUZE INDICATEURS, PUBLIÉS CHAQUE TRIMESTRE

Un ministère ne dira plus seulement combien il a dépensé. Il dira ce qu'il a obtenu. Valeur de départ constatée en 2027, cible 2032, écart publié.

DOMAINE	CE QU'ON MESURE
Pouvoir d'achat	Gain net mensuel médian des bénéficiaires de la baisse de cotisations
École	Maîtrise du français et des mathématiques en fin de CM1 et de 3e
Santé	Français sans médecin traitant et délai médian pour un spécialiste
Justice	Délai médian de jugement
Sécurité	Délai d'intervention et taux d'élucidation
Emploi	Emploi durable à 12 mois des sortants du RSA et du chômage
Logement	Logements livrés par an
Handicap	Délai moyen MDPH
Enfance	Jeunes sortant de l'ASE sans logement ni formation
Écologie	Tonnes de CO ₂ évitées par euro public
Administration	Coût de gestion par démarche et délai moyen
Budget	Déficit et dette réels vs trajectoire, économies réalisées vs annoncées

Nous corrigerons le programme quand les chiffres changent. C'est un signe de sérieux, pas de faiblesse.

POUR UNE
FRANCE QUI
GAGNE

ENSEMBLE, DEMAIN.

